

DÉFENSE DES ENFANTS INTERNATIONAL FRANCE



DEI-France
41 rue de la République,
93200 Saint-Denis
www.dei-france.org
contact@dei-france.org

Reconnue d'Utilité Publique Articles 200 et 238bis du CGI

Mot du Président

Nous présentons le bilan d'une année d'activité de DEI-France, demeurant impactée par la crise COVID qui a bien longtemps empêché les rencontres, les réunions publiques et ce qui fait le cœur d'une association, le contact humain. Le confinement auquel nous nous sommes résolus a connu quelques exceptions, notamment la rencontre à Alès en août 2021 qui combina formation et réunion du CA, la réunion d'octobre à Saint-Denis qui, sur 2 jours permit d'alterner un travail de formation en profondeur sur la CIDE et une réunion du CA en bonne partie présentielle.

Depuis que j'ai pris la responsabilité d'assurer la présidence de notre association, j'ai reçu un mandat de retrouver ce qui fait l'essentiel de notre existence en tant que section française de l'ONG internationale : le contrôle en France du respect de la Convention et de ses protocoles et ajoutons la diffusion des principes majeurs contenus dans cet acte adopté par l'immensité des nations du globe.

Certes, nos moyens humains et surtout financiers manquent pour lancer une bataille tous azimuts lorsque les droits de l'enfant sont compromis par l'action publique ou par le silence de celle-ci. Je crois aussi que, malgré la motivation de nos membres, l'éloignement physique qui nous a été imposé a également empêché que nous soyons enrichis par les échanges et les discussions sur ce qui fait le cœur de notre préoccupation : notre formation afin d'être plus réactifs lorsque les droits de l'enfant sont menacés... et ces menaces sont quotidiennes.

À l'époque de la surpuissance des réseaux sociaux, nous avons été amputés d'un de nos outils, le site qui a été déconnecté par une manœuvre malveillante. Nous avons dû affecter une bonne partie de nos avoirs pour sa reconstruction. J'invite ici les membres, les administrateurs, à fournir la matière pour ce qui va devenir notre principale vitrine.

Comme je l'ai exprimé ci-avant, cette préoccupation ne va sans un réel souci de savoir de quoi nous parlons, en nous tenant informés de ce qui se fait, de ce qui s'exprime et du cadre fondamental que constitue la Convention, ses protocoles, mais également la richesse de l'activité du Comité des droits de l'enfant de Genève. Récemment, c'est par une communication récente de réseaux que nous recevons régulièrement que nous avons été informés de la puissante mise en cause des autorités françaises par le Comité des droits de l'enfant concernant l'abandon des enfants détenus dans les camps en Syrie. Certes, nous avons déjà dénoncé cette situation, par des communiqués, notamment celui qui a été édité à l'occasion du 20 novembre à destination de la presse et du réseau associatif... réaction qui se perd dans la foudroyante des annonces et autres publications à cette date d'anniversaire.

Nous ne sommes que quelques-uns à nous préoccuper quotidiennement de ces questions, à réagir, à écrire, à publier dans des revues spécialisées. Mais notre indignation ne doit pas se limiter à quelques milieux de convaincus, d'universitaires, de juristes, même si ces alliés sont d'importance dans notre communication. L'importance de la communication avec nos membres doit être rappelée, car je reconnais bien qu'elle fut insuffisante.

L'objectif de liaison entre nous ne serait pas atteint si nous n'entreprenions pas un travail de formation sur les droits de l'enfant : la CIDE, ses protocoles et plus largement le fonctionnement du Comité de Genève, ses procédures et les différentes manières dont nous pourrions nous y impliquer, soit en participant à des recours, comme celui de l'avocate Marie Dosé sur les enfants dans les camps syriens, soit en suivant les travaux des organes du Comité, comme les journées de discussion générale ou la préparation des observations du Comité sur des thématiques particulières touchant aux droits de l'enfant. J'ajouterai que le site du Comité peut être consulté : même si les pages d'accueil sont rédigés en anglais, nombre de documents sont accessibles dans notre langue et valent la peine d'être consultés, pour en retirer notamment les enseignements dans la pratique quotidienne de défense des enfants. Les observations générales sont un trésor, parfois long à consulter, mais qui valent la peine pour répondre à certains de nos questionnements.

À cet égard, l'examen du rapport de la France à l'automne 2022 nous permettra de renouer avec cette pratique essentielle, d'être présents à Genève, de rencontrer les membres du Comité, des autres délégations présentes et de nous familiariser avec cette institution.

Je suggère que nous poursuivions ce que nous avons commencé à entreprendre, à savoir un travail de formation des membres, à travers le site, certes, mais également des rencontres régulières par zoom - car nos moyens empêchent la prise en charge des longs déplacements - mais également à l'occasion de rencontres physiques, comme le sera la prochaine assemblée générale précédée le 27 mars d'une journée de formation du côté de Sarlat en Dordogne.

Jean-Luc RONGE

Rapport d'Activités 2021

1) Fonctionnement interne

➤ Conseils d'Administration :

L'ensemble de nos CA s'est tenu en visio exceptée la séance estivale délocalisée sur le Gard ainsi que la séance du 24/10 dans nos locaux de St Denis.

➤ Bureau :

Réunions régulières, hebdomadaires lors de l'organisation des évènements du 20/11

➤ Groupes de travail : certains groupes ont été réunis lors du CA en présentiel :

- Justice de l'Enfant, Code de l'Enfance
- Promotion et diffusion de la CIDE
- MNA
- La rentrée scolaire, le COVID, quels impacts ?

➤ **Délégations :**

❖ Gard :

- Obtention de l'agrément « Education Nationale » permettant d'intervenir dans les établissements scolaires.
- Forums des associations à Alès et Nîmes-
- Congrès départemental FCPE du Gard le 18/09/21 autour d'une intervention de DEI France « Des droits de l'enfant au citoyen : place et rôle de l'école ? »
- Exposition « Des droits de l'homme aux droits de l'enfant » à la Médiathèque de la Grand Combes
- Animation débat à St Christol les Alès en partenariat avec UNICEF Gard - Film Demain est à nous - Présence du Conseil municipal des enfants
- Exposition Mairie d'Alès
- Organisation d'un théâtre forum à Nîmes
- Organisation de la Journée Internationale des Droits de l'Enfant -Pont du Gard avec les partenaires du collectif (42 associations)

Annexe 01 : Procès-Verbal DEI Gard

❖ Dordogne :

- Fête du 32ème anniversaire de la CIDE sur 3 après midi (mercredi 17 et samedi et dimanche 19 et 20 novembre) il a été proposé aux enfants des ateliers jeux pour les plus petits et jeux de piste pour les ados autour des droits de l'enfant. Clôture par un atelier débat autour d'un goûter.
- Dans ses projets la délégation compte travailler avec des institutions publiques et privées pour mettre en place des actions destinées à promouvoir les droits de l'enfant.
- Interview de la présidente et de la vice-présidente par Christal FM avec une pris d'antenne régulière. <http://www.cristalfm.org/replay.html>

➤ **DEI International**

- Diffusion de la lettre d'information à l'ensemble des membres pour rester informés de l'actualité du mouvement
- Participation du président aux réunions de travail sur la mise en place du CFJ-EN <https://prezi.com/view/LyBUPDoPOdzo8OvPRMF6/>
- Soutien à DEI-Palestine : Samedi 23 octobre, le gouvernement israélien (ministre de la défense) a mis sur la liste des organisations terroristes notre section palestinienne, ainsi que 5 autres ONG s'occupant des droits de l'homme. Les sections EU de DEI, dont DEI-France, ont réagi et sont intervenues auprès de leur ministère des affaires étrangères.

2) **DEI et ses partenaires :**

- AEDE - Agir ensemble pour les Droits de l'enfant

Annexe 02 : Composition AEDE -associations partenaires

DEI co-coordonne le collectif AEDE avec l'ANACEJ.

L'année 2021 a été fortement occupée par la préparation du rapport alternatif avec des contributions et propositions des différents membres du Collectif.

Comparatif entre les propositions du Comité des Droits de l'enfant (CRC) de l'ONU et celles d'AEDE :

- ce que le CRC n'a pas traité mais que le collectif a traité
- ce qu'AEDE a traité, que le CRC a traité et qui pourrait être abordé.
- ce que le CRC et AEDE ont traité tous les deux.

Rédaction des chapitres par équipe avec une réunion du collectif courant mars 2022. DEI participe à l'écriture du chapitre sur les principes généraux de la participation des enfants

AEDE était également présent aux Comités d'entente et autres réunions de la Défenseure des droits

Le site : <https://collectif-aede.org/>

- DDCA - Dynamique de La Convention aux Actes

AEDE membre de la Dynamique a rejoint sa coordination en juillet 2021.

Les principales activités de la DDCA :

- Le travail sur l'Observatoire 2021 (partie éducation et participation) a été finalisé en novembre 2021 et remis à Adrien Taquet le 19 novembre au Ministère
- L'élaboration d'un communiqué de presse en amont du 20 novembre pour solliciter la création d'un ministère de l'Enfance. Réalisation d'une vidéo pour le présenter.
- l'actualisation de la Charte
- Plaidoyer pour les présidentielles avec la création d'une note à destination des candidats.
- La consultation des enfants et des jeunes qui a réuni un peu plus de 700 retours.
- Le site web régulièrement mis à jour par l'équipe communication avec différentes actualités. Les réseaux sociaux sont aussi régulièrement alimentés.

Le site : <https://www.delaconventionauxactes.org/>

- FCPE - Fédération des Conseils de Parents d'Elèves

-Congrès national à Albi -Tarn- le 04/07/21

-Congrès départemental du Gard le 18/09/21 autour d'une intervention de DEI sur « Des droits de l'enfant au citoyen : place et rôle de l'école ?

- Comité d'entente DDD -Défenseur Des Droits

Réunions trimestrielles : échanges entre le défenseur des droits et différentes associations

- InfoMIE

Le mandat de D.E.I.-France n'a pas été reconduit. Les difficultés passées de DEI n'enlèvent en rien la qualité du travail de fond de cette association en particulier sur le plan juridique et en termes de banque de données.

Il a été convenu de rester membre de InfoMIE et donc de renouveler notre adhésion pour 2021.

- HCFEA

Le HCFEA veut devenir le porteur de l'examen critique de la politique de la France lors des rapports périodiques de la CIDE. La présidente insiste sur le fait que le HCFEA est indépendant ce qui lui permet d'effectuer un travail de synthèse et de clairvoyance. Les problématiques aujourd'hui sont que :

-les droits effectifs des enfants sont peu ou pas garantis
-pas d'actions sur la santé mentale ni de repérage précoce des problèmes - la crise sanitaire n'a fait que révéler des problèmes déjà existants.
-l'immobilisme de l'état français sur les mineurs en Syrie
Il a été constaté que la CIDE est un texte qui s'adresse aux états et pas aux enfants.
En conclusion, la présidente souligne que nous sommes en face d'alerte que nous n'entendons pas. Et que malheureusement nous n'avons pas d'outil pour traduire la CIDE en terme accessible aux enfants.

- ICEM Pédagogie Freinet

Quelques points forts de l'action de l'ICEM en 2021 malgré les difficultés à se rencontrer :

- signature de l'appel pour un code de l'enfance : <https://www.icem-pedagogie-freinet.org/node/63123>
- partenariat national avec ANAFE : <http://www.anafe.org/>
- partenariats départementaux ou régionaux avec RESF
- Congrès à Bétheny près de Reims avec
 - des ateliers sur les droits de l'enfant en France et à l'étranger (secteur International de l'ICEM, en relation avec la FIMEM - Fédération internationale des mouvements de l'école moderne)
 - la participation des jeunes d'Aven Savore <https://www.intermedes-robinson.org/aven-savore-une-ecole-de-la-fete/> et de Laurent Ott au nom du groupe Pédagogie Sociale
- parution d'un nouvel ouvrage de Jean le Gal sur les droits des enfants : <https://www.icem-pedagogie-freinet.org/node/63542>, publié en 4 langues.
- et Catherine Chabrun reste notre chargée de mission sur les Droits de l'enfant.

3) Actions

- Promotion du code de l'enfance : pétition

Pourquoi un code de l'enfance : « j'existe donc j'ai des responsabilités » et non « j'ai des droits donc j'ai des devoirs ». Ce code de l'enfance est organisé d'abord sur droits et liberté, puis sur responsabilités.

Ce projet a été porté avec 4 anciens Défenseurs des Droits et a fait l'objet de plus de 1000 signatures, dont des parlementaires et des présidents de Conseils Départementaux.

L'Europe parle d'une stratégie des droits de l'enfance, la France a en ce début 2022 la Présidence de l'Europe. Aussi, dans le contexte électoral français de 2022, il est opportun de porter cet appel maintenant. Rappelons que disposer d'un code de l'enfance est aussi une recommandation de l'ONU.

<https://www.unepetition.fr/pouruncodedelenfance>

- Interpellation des candidats présidentielles : CAP 2022

Sur la base d'un texte comportant 65 engagements, DEI-France interpelle les candidat.e.s à l'élection présidentielle.

La protection de l'enfance est un sous-ensemble de la politique de l'enfance. La politique de l'enfance ne peut pas être uniquement de la répression et à la protection. Il est indispensable de promouvoir le statut de l'enfant. Cette interpellation des candidat.e.s aux présidentielles s'inscrit en cohérence avec l'appel pour un code de l'enfance.

Le texte a été remis aux représentants de différents partis politiques le 29/1/22 lors de la réunion du Comité d'entente pour la protection de l'enfance

<https://www.facebook.com/896418267049003/posts/5389837097707075/>

Annexe 03 : CAP 2022-65 engagements

- Intervention d'une administratrice en collaboration avec le Collège Jean Moulin d'Alès, dans le cadre de la réserve Citoyenne, qui permet à la faveur de soutien aux devoirs, et de préparation aux épreuves du brevet, une relation extrascolaire avec les élèves, avec une approche concrète de leurs difficultés, favorisant le rappel de leurs droits.

4) Formations

- Mise en place de la formation sur la CIDE et début des rencontres
- Travaux sur la mise en place de la formation auprès des avocats

5) Communications

- DEI-France dispose d'une page FaceBook @dei.org qui permet de partager avec le public ses communications et d'informer autour des événements qu'elle organise.
- Pour faire connaître DEI-France et la CIDE, le site internet reste le support prioritaire. Ainsi il a été, sur décision du Conseil d'Administration, engagé une refonte et une modernisation du site de DEI-France. En ligne, le nouveau site devra s'enrichir des communications et d'articles de fond pour la promotion de la CIDE auprès de nos adhérent.e.s et plus largement auprès du public. <https://www.dei-france.org>

6) Communiqués de presse

- L'école un droit pour tous les enfants

Annexe 04 : L'école, un droit pour tous les enfants

- Pétition pour la création d'un code pour l'enfance

Annexe 05 : Pétition

- Rapport CIASE

Annexe 06 : Le voile se lève

- Communiqué de soutien pour DEI Palestine

Annexe 07 : DEI Palestine

- Anniversaire de la Convention des droits de l'enfant - 20 novembre 2021

Annexe 08 : Anniversaire de la CIDE

- Nos vœux pour 2022

7) Projets 2022

- La CIDE selon 3 modules :
 - Présentation de la CIDE et ses protocoles
 - Les mécanismes de contrôle de la mise en œuvre de la CIDE tant en interne que par la communauté internationale
 - La comptabilité en droit et en pratique du droit français au regard de la CIDE
- Formations Conseil de discipline

- Formation sur l'exposition Des droits de l'homme aux droits de l'enfant pour les 4 délégations (Dordogne, Aude, Gard, Ile et vilaine)
- Formation des barreaux de Carcassonne -Aude, et Alès et Nîmes -Gard
- Formation L'enfant et la justice en Ile-et-Vilaine

Françoise BRIAND, Secrétaire Générale adjointe

A handwritten signature in black ink, reading "Briand.", written over a horizontal line.

ANNEXES

- Annexe 01 : RA - Procès-verbal AG DEI Gard 28/01/ 2021**
- Annexe 02 : RA - AEDE - Composition des associations**
- Annexe 03 : RA - CAP 2022 - 65 engagements**
- Annexe 04 : RA - L'école un droit pour tous les enfants**
- Annexe 05: RA - Texte pétition**
- Annexe 06 : RA - Rapport CIASE**
- Annexe 07 : RA - Soutien à DCI Palestine**
- Annexe 08 : RA - Anniversaire de la CIDE**
- Annexe 09 : PV - Rapport financier 2021**
- Annexe 10 : PV- Communiqué de presse - Solidarité Ukraine**

GLOSSAIRE

- AEDE : Agir Ensemble pour les Droits de l'Enfant**
- ANACEJ : Association Nationale des Conseils d'enfants et de jeunes**
- DDCA : Dynamique De la Convention aux Actes**
- FCPE : Fédération des Conseils de Parents d'Elèves**
- DDD : Défenseur Des Droits**
- InfoMIE : Informations sur les Mineurs Isolés Etrangers**
- HCFEA : Haut Conseil de la Famille, de l'Enfance et de l'Age**
- ICEM Pédagogie Freinet : Institut Coopératif de l'Ecole Moderne**
- ANAFE : Association Nationale d'Assistance aux Frontières pour les Etrangers**
- FIMEN : Fédération Internationale des Mouvements de l'Ecole Moderne -**